



CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES D'ORANGE ETABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RESEAUX PUBLICS AERIENS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE SOUS DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre :

Syndicat Mixte d'énergie Orge- Yvette- Seine en Ile-de-France (SMOYS), syndicat mixte fermé identifié au SIREN sous le numéro 259 102 457, exerçant, au sens du IV de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'autorité concédante organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes membres au titre de cette compétence transférée, représenté par Monsieur Brahim OUAREM, Président du SMOYS, domicilié pour les présentes en son siège à Place Roger Perriard, 91700 Sainte- Geneviève- des- Bois,

Ci-après dénommé « **SMOYS** »,

d'une part,

Et

Orange, société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par Monsieur Philippe LAPLANE, Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ile-de-France (UPR IDF), domiciliée pour les présentes en son Unité au 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif,

Ci-après dénommé « **Orange** »

d'autre part,

Collectivement dénommés « **les Parties** »

Préambule

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régie (FNCCR), l'Association des Maires de France (AMF) et Orange, ayant constaté la nécessité, pour les enfouissements coordonnés de réseaux existants, de mettre en place un dispositif national rationnel et efficace dans sa mise en œuvre afin de réduire les coûts de gestion, ont signé le 30 janvier 2012 un accord national visant à répondre à cet objectif dans le cadre fixé par l'article L.2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par cette convention, les Parties souhaitent, dans le cadre de l'accord national ci-dessus, harmoniser les pratiques en définissant les modalités selon lesquelles est traitée l'insertion des réseaux électroniques sur le territoire des communes d'Ile-de-France adhérentes au SMOYS.

Compte tenu de l'étroite imbrication entre les travaux de génie civil nécessités par le projet de dissimulation des réseaux de distribution électrique du SMOYS et ceux afférents au déplacement en souterrain du réseau aérien de communications électroniques d'Orange, celle-ci délègue au SMOYS sous forme d'un mandat, la maîtrise d'ouvrage des études de génie civil et des travaux de dissimulation de ses équipements de communications électroniques. Les études de câblage, la validation des études de génie civil et la réception des travaux de génie civil et de câblage sont à la main d'Orange.

L'exécution des travaux est précédée d'un accord des Parties sur les quantités de matériels et de main-d'œuvre à mettre en œuvre.

IL A DONC ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 0 - DEFINITIONS

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente Convention :

- Appui commun : support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;
- Collectivité : personne publique sur le territoire de laquelle se situe l'Opération d'enfouissement ;
- Effacement : mise en souterrain des câblages de communications électroniques se situant sur appuis appartenant à Orange et non sur appuis communs ;
- Enfouissement : mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les Parties en conviennent, leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;
- Equipements de communications électroniques : câbles et éléments strictement nécessaires à leur raccordement ;
- Installations de communications électroniques : les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent pas le câblage et ses accessoires ;
- Opération : projet d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité et de communications électroniques sur le territoire de la Collectivité. Cette Opération fait l'objet de la signature d'une convention particulière en annexes de la présente Convention ;
- Ouvrage souterrain commun : ouvrage réalisé en cas de mise en souterrain, constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'Infrastructures communes de Génie Civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substitués par endroits à la tranchée commune ;
- Tranchée aménagée : partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 2 à la présente convention.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet :

- D'organiser les relations entre les Parties pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L.2224-35 du CGCT sur le territoire des communes d'Ile-de-France ayant transféré au SMOYS leur compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité,
- Et de définir les modalités selon lesquelles le SMOYS assure au nom d'Orange la délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux de dissimulation des équipements de communications électroniques de l'Opérateur.

Conformément à l'accord national du 30 janvier 2012, le régime de propriété des installations de communications électroniques peut être négocié entre les Parties selon **deux options A et B**.

Une convention particulière sera établie entre les Parties selon les modalités de la présente Convention. La convention particulière qui figure en annexe 1 et 2 de la présente Convention formalisera le choix de l'option A ou B et précisera, notamment les contributions financières et les modalités de financement respectives.

Dans le cas de l'**option A** portant attribution à la Collectivité de la propriété des Installations souterraines de communications électroniques, Orange dispose alors d'un droit d'usage pour rétablir ses Equipements de communications électroniques existants, et s'acquitte du prix de location des Installations de communications électroniques mises à sa disposition.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS RELEVANT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

La mission du SMOYS en qualité de mandataire portera sur l'accomplissement des tâches suivantes dans le cadre du champ d'application décrit à l'article 1 :

- 1°) Exécuter les travaux visés aux articles 8 « Travaux de génie civil » et 9 « Travaux de câblage » dans les conditions respectueuses des exigences techniques d'Orange sur la base des CCTP 1593 et 1596 d'Orange tels que synthétisés au travers des points de vigilance définis par Orange dans le Guide pratique (Annexe 5);
- 2°) Porter à connaissance et exiger l'application de cette convention à tous ses représentants ;
- 3°) Gérer le contrat de maîtrise d'œuvre et verser la rémunération du maître d'œuvre ;
- 4°) Mettre en place des revues de projet et réunions de suivi ;
- 5°) Etablir les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) applicables aux contrats de maîtrise d'œuvre qui seront communiqués à Orange pour vérification ;
- 6°) Suivre les différents contrats de prestations et paiement des prestataires et fournisseurs.
- 7°) Assurer la gestion administrative de l'Opération, notamment les demandes d'autorisation administratives auprès des gestionnaires de voiries et occupants du domaine public routier ;
- 8°) Assurer la gestion comptable et le paiement des prestations et fournitures ;
- 9°) Assister Orange pendant toute l'année de parfait achèvement dans les conditions de l'article 1792-6 du Code civil ;
- 11°) Exercer éventuellement toute action en justice : litige avec le maître d'œuvre, les entrepreneurs et fournisseurs intervenant dans l'Opération ;
- 12°) Fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés selon le modèle fixé en annexe 6 ;

Le SMOYS en tant que maître d'ouvrage délégué devra rendre compte de l'exécution de ses missions à Orange en qualité de maître d'ouvrage des travaux de dissimulation de ses Equipements. Ces missions concernent l'exécution des travaux de création des installations de génie civil, du tirage et du raccordement de nouveaux câbles dans les Installations de communications électroniques ainsi que la reprise en souterrain ou en façade des installations des clients concernés. La dépose des appuis appartenant à Orange est également concernée.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS D'ORANGE EN QUALITE DE MAITRE D'OUVRAGE

Dans le cadre des opérations réalisées par le SMOYS pour le compte d'Orange, Orange agissant en tant que maître d'ouvrage déléguant a en charge la :

- 1°) Réalisation des prestations d'études et d'ingénierie des Equipements de communications électroniques ;
- 2°) Validation du projet final relatif aux Installations de communications électroniques ;
- 3°) Réception des Installations de communications électroniques réalisées ou modifiées sous maîtrise d'ouvrage déléguée au SMOYS dans les conditions définies à l'Article « Réception des travaux » ;
- 4°) Réception des Equipements de communications électroniques réalisés ou modifiés sous maîtrise d'ouvrage déléguée au SMOYS.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels tous les documents, informations et données, quel qu'en soit le support, qu'elles échangent à l'occasion de l'exécution de la présente Convention. Elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelques raisons que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la partie concernée.

Le SMOYS, en qualité de maître d'ouvrage délégué, s'engage d'une part, à informer les personnes qui auront pour mission l'exécution de la présente Convention, dont le nombre devra être nécessairement limité, de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans appartenant à Orange et d'autre part, à prendre toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents échangés.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après l'expiration de cette Convention ou en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 5 – DESIGNATION DES TRAVAUX

Les travaux d'enfouissement, réalisés en conformité avec les normes en vigueur, portent sur les lignes de réseau aérien et sur les lignes terminales de communications électroniques. Celles-ci ne sont pas nécessairement disposées sur des supports communs au réseau d'électricité. Pour chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques aux lignes des réseaux ou aux lignes de branchement ou terminales.

L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort du SMOYS.

ARTICLE 6 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La Convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et privé de la Collectivité et également sur les propriétés privées (à l'exception des parties privatives intérieures aux bâtiments), à l'enfouissement des installations et équipements de communications électroniques, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur et notamment des règles d'hygiène et sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 7 – PROGRAMMATION ET CALENDRIER

Orange souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ces engagements futurs, le SMOYS l'informe chaque année, à partir de juin de l'année N-1, du programme prévisionnel de l'année N en indiquant, au minimum, la commune sur laquelle porte l'opération, le nom de la rue et la longueur de lignes à enfouir.

Pour une meilleure gestion des ressources nécessaires à ces travaux par Orange, ce programme ne pourra pas excéder 20 km annuel de linéaire d'enfouissement.

Le SMOYS et Orange établissent un projet de calendrier de référence des réalisations des travaux d'enfouissement. Ce planning tient compte des contraintes des chantiers concomitants.

Une convention particulière par opération de mise en souterrain du réseau de communications électroniques sera passé entre les Parties, en exécution de la présente Convention, pour confirmer la nature et l'étendue des travaux et fixer le montant total TTC supporté par Orange.

ARTICLE 8 –TRAVAUX DE GENIE-CIVIL

8-1 Etudes

Le SMOYS assure les prestations d'études relatives aux travaux de génie civil.

Le SMOYS fournit à Orange :

- La confirmation des travaux d'enfouissement à exécuter,
- Un plan indiquant la zone exacte des travaux sur le modèle de l'Annexe « Demande de pré études Orange »
- Un planning prévisionnel des travaux.

Orange est associée, pour les ouvrages la concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Orange renvoie au SMOYS, sous un délai de 2 mois, l'esquisse GC spécifiant le tracé des Installations après prise en compte de ses contraintes propres (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'Installations prévues pour Orange, les implantations de principe des bornes de raccordement, des chambres et la position estimative des adductions vers les domaines privés.

Le SMOYS exécute les études d'ingénierie et de génie civil relatives à la réalisation des Installations de communications électroniques. Ces études sont adressées à Orange pour remarques éventuelles et validation du projet final. Sans retour d'Orange sous 2 semaines, les études sont réputées validées.

Le SMOYS fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du Code du travail relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

8-2 Exécution des travaux

Le SMOYS est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des Equipements. Ces travaux comprennent notamment :

- L'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
- La fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
- La réfection des revêtements (provisaires et/ou définitifs),
- L'installation et la maintenance des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).

Le SMOYS est également maître d'ouvrage des Infrastructures communes de Génie Civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la tranchée commune.

Orange crée les Installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier. A cette fin, Orange désigne le SMOYS pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée afférentes à la pose de ces Installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée.

Le SMOYS en exécution de la mission confiée par Orange, assure la pose des Installations de communications électroniques en domaine public.

Le SMOYS assure en domaines privés la pose des Installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.

Le SMOYS fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du stockage avant mise à disposition des appuis Orange abandonnés suivant la procédure décrite en annexe.

8-3 Réception des Installations de communications électroniques

Orange (ou son représentant dûment mandaté) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des Installations de communications électroniques.

Leur vérification technique est effectuée selon le processus suivant :

Sur demande de l'entreprise désignée par le SMOYS pour réaliser les travaux, adressée à Orange par courrier ou courriel, Orange procède à la vérification des Installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise désignée par le SMOYS des essais d'alvéoles et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques. Le SMOYS s'engage à remettre à Orange le plan géoréférencé dans un délai de 3 semaines après la réception des Installations de communications électroniques.

A la suite de cette vérification, Orange remet à l'entreprise désignée par le SMOYS un certificat de conformité des Installations de communications électroniques.

En l'absence de vérification technique dans un délai de 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à Orange, la conformité technique est acquise, aux risques d'Orange et sans réserve.

Lors de la vérification, des réserves peuvent être constatées par Orange. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 7 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui devront être levées à l'achèvement complet de l'enfouissement des réseaux, en particulier avant les réfections de voirie.

Le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

La réception sans réserve des Installations est un préalable à la réalisation des travaux de câblage.

ARTICLE 9 –TRAVAUX DE CABLAGE

En préambule, il est rappelé qu'Orange conserve la maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation des prestations d'études et d'ingénierie de ses Equipements relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

Les travaux de câblage sont réalisés conformément au projet établi par Orange et aux dispositions contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les consignes relatives aux travaux de raccordement figurant dans l'étude câblage d'Orange devront être strictement respectées.

Le SMOYS s'assure que l'entreprise retenue chargée des travaux sur le réseau d'Orange possède les compétences requises et dispose de l'information complète concernant les conditions d'exécution des travaux.

Le SMOYS fait exécuter par l'entreprise les travaux suivants :

- Le tirage et le raccordement des nouveaux câbles dans les Installations de communications électroniques;
- La reprise en souterrain ou en façade des Installations des clients concernés (dans l'hypothèse d'une reprise en façade, le SMOYS s'engage à obtenir des propriétaires les autorisations de passage et à les transmettre à Orange). Elle nécessitera le raccordement des nouveaux câbles souterrains avec les câbles existants en domaine privé ;

En cas de malfaçons constatées, le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

- La dépose et l'enlèvement des appuis abandonnés par Orange et lui appartenant. Les appuis déposés sont ensuite transportés sur un lieu de dépôt prévu à cet effet. Par ailleurs la restitution des câbles et appuis déposés doit se conformer à la procédure de tri des déchets en place chez Orange (annexes)

Le SMOYS s'engage à faire procéder, dans des délais compatibles avec la qualité de service due aux clients d'Orange, à la réparation nécessaire des désordres apparus.

9-1 Documentation avant travaux

Orange s'engage à fournir les documents utiles à chacune des opérations de mise en souterrain du réseau de communications électroniques retenues, notamment la liste des branchements à reprendre figurant dans les études.

9-2 Exécution des travaux

Dès que la conformité des Installations de Communications Électroniques est acquise par le SMOYS, conformément à la présente Convention, l'entreprise désignée par le SMOYS entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.

Il n'y a pas de vérification systématisée. Cependant Orange pendant ou après travaux, se réserve le droit d'effectuer des contrôles inopinés.

Orange sera destinataire des comptes rendus de réunions de chantier. La dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés ne pourra excéder 30 à 60 jours calendaires à partir de la délivrance du certificat de conformité selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.

9-3 Matériels de câblage, outillage et appareils de mesure

Les entreprises désignées par le SMOYS s'approvisionnent en matériel par leurs propres moyens, sous certaines conditions, à savoir :

- L'utilisation d'un tel matériel peut être contrôlée par Orange ;
- Orange se réserve le droit de refuser tout matériel qui ne présenterait pas des garanties de qualité similaires à celles relatives aux achats effectués auprès de son propre fournisseur national.

9-4 Documentation pendant travaux

En raison des contraintes fortes supportées par Orange (notamment sur la qualité de service), le SMOYS a une obligation de résultat quant à la transmission des informations ayant un rapport direct sur les constitutions techniques de raccordement des clients.

En cas de modifications apportées aux documents qui ont été transmis par Orange, le SMOYS ou son représentant devra les transmettre « au fil de l'eau » à Orange.

9-5 Réception et conformité des travaux réalisés

Orange (son sous-traitant ou son représentant) est invitée aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers réalisés sous la maîtrise d'ouvrage déléguée au SMOYS.

Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise désignée par le SMOYS pour réaliser les travaux, adressée à Orange par courriel, Orange procède à la vérification des Équipements communications électroniques, sous réserve de la remise des plans projets et annexes dûment complétées des annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) ;
- À la suite de cette vérification, Orange remet à l'entreprise un certificat de conformité des Équipements de communications électroniques ;
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 21 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à Orange, la conformité technique est acquise, aux risques d'Orange et sans réserve ;

- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par Orange. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 21 jours calendaires qui suivent ;
- À défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui devront être levées à l'achèvement complet de l'enfouissement des réseaux.

9-6 Dossier de récolement – Documentation après travaux

Le SMOYS s'engage à remettre rapidement à l'Opérateur, dans un délai qui ne pourra dépasser 30 jours calendaires après la fin de la réalisation des travaux, les documentations relatives aux travaux de câblage suivantes :

- Le plan itinéraire indiquant la pose et la dépose d'artère aérienne et (ou) souterraine ;
- Le schéma de câblage.

En ce qui concerne les fiches descriptives :

- Fiches de mutations d'abonnés réalisées ;
- Fiches PC complétées (long, calibre, résistance, type PC, RP et Sécurisation, description technique, zone influence etc.) ;
- Fiches Gespot :
 - une fiche indiquant tous les N° de poteaux déposés et le lieu de restitution ;
 - une fiche pour chaque poteau implanté et à compléter (coordonnées GPS du poteau etc...) (n° poteau donné lors de l'approbation du projet par Orange) ;
 - une fiche technique de prise de terre ;
 - une fiche de mesure de câbles.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions relatives à la protection et à la sécurité des données à caractère personnelles collectées et traitées par les Parties sont décrites en annexe 10.

Durant l'exécution de la Convention, le SMOYS s'engage à définir puis mettre en place et maintenir des dispositions et des processus opérationnels qui permettent :

- D'organiser la sécurité du SI, des données, des locaux,
- De prévenir les fraudes,
- De réagir en cas d'incident et de crise,

Conformément aux exigences et aux niveaux de service spécifiés par Orange et aux règles de l'art.

Ces dispositions et processus constituent le Système de Management de la Sécurité des SI et sont décrits dans un plan d'assurance sécurité (PAS) en Annexe 10.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

11-1 Principe de financement

En tant que délégataire, le SMOYS devra être indemnisé pour son activité en propre de maître d'ouvrage délégué selon les missions décrites à l'article 2.

Par ailleurs, Orange versera une participation calculée sur la base du Bordereau de prix en annexe, et définie dans la convention particulière. Elle correspond au paiement des prestations et fournitures préfinancées et payées par le SMOYS pour la réalisation des travaux de génie civil et de câblage des communications électroniques.

11-2 Justificatifs des travaux exécutés par le SMOYS pour le compte d'Orange

Après réception des ouvrages par Orange, un compte-rendu du mandat, faisant état du montant hors taxe et de la TVA afférente à ces travaux acquittés, sera adressé par le SMOYS à Orange qui procèdera à son règlement dans les délais et selon les modalités réglementaires en vigueur. Ce compte-rendu devra être accompagné d'une copie des factures des différents prestataires travaux acquittés par le SMOYS.

D'autre part, le SMOYS adressera à Orange un avis de recette concernant la prestation de mandat.

11-3 Répartition de la charge financière :

La répartition de la charge financière est précisée dans les conventions particulières relatives aux options A et B qui figurent en Annexes 1 et 2.

11.4 Modalités de paiement

A réception par Orange du titre de recette émis par le SMOYS, Orange procèdera au paiement dans le délai de 60 jours suivant la date d'envoi du titre de recette par virement bancaire.

En cas de désaccord sur le montant du titre, Orange fera part de sa contestation par l'envoi d'une demande préalable.

Le titre de recette devra impérativement contenir le numéro de la convention particulière signée entre Orange, la Commune et le SMOYS et, en complément si possible, l'adresse de l'Opération d'enfouissement (nom de la rue et Commune).

ARTICLE 12 – PROPRIETE

12-1 Propriété des Installations de communications électroniques

Les installations de communications électroniques réalisées et réceptionnées dans le cadre de la présente Convention sur le domaine public sont la propriété :

- De la Commune dans le cadre de l'option A qui en assure l'exploitation et la maintenance, l'entretien et renouvellement ;
- D'Orange dans le cadre de l'option B qui en assure aussi l'exploitation et la maintenance, l'entretien et renouvellement.

12-2 Propriété du câblage

Orange demeure propriétaire du câblage et à ce titre en assume l'exploitation et la maintenance.

ARTICLE 13 – ABSENCE D'ENFOUISSEMENT SIMULTANE DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Dans l'hypothèse où par exception il serait décidé par le SMOYS, en lien avec la Collectivité sur le territoire de laquelle l'Opération est envisagée, de ne pas procéder aux enfouissements des réseaux de communications

électroniques ayant pour appui commun des réseaux aériens de distribution d'électricité, il sera procédé par Orange, à ses frais, au maintien des réseaux de communications électroniques en aérien, sur des supports bois.

Orange fera par ailleurs son affaire de la reprise des branchements afférents. Le SMOYS fera son affaire avec la collectivité de l'octroi des permissions de voirie. Le SMOYS en informera Orange au plus tard lors de l'engagement de l'étude de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 14 - SUIVI DE L'EXECUTION DE LA PRESENTE CONVENTION

Un comité de suivi se rencontrera tous les 3 mois pour :

- Évaluer les adaptations apportées au programme d'opérations,
- Ajuster le contenu des spécifications techniques applicables,
- Définir les ajustements devant être apportés à la présente Convention notamment la révision des prix du Bordereau (Annexe 3)

ARTICLE 15 – DUREE

Cette Convention prend effet à compter de la date de signature des Parties pour une durée de 1 an. Elle liera les Parties jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement pour les chantiers réalisés.

Sous réserve qu'elle convienne aux Parties, l'exécution de la présente Convention pourra le cas échéant être renouvelée tacitement pour des périodes successives d'un (1) an chacune, sauf avis de non-renouvellement notifié par l'une des Parties à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception 1 mois au moins avant l'expiration de la période en cours, en ce compris la première, la dénonciation intervenant sans indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 16- RESILIATION

En cas de manquement à l'une de ses obligations au titre de la présente Convention par l'une des Parties, l'autre partie pourra résilier la Convention moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

En cas de changement de stratégie qui aurait pour conséquence de modifier la cause de la Convention, les Parties se réservent la possibilité de ne pas renouveler la Convention.

ARTICLE 17 – LITIGES ET JURIDICTION

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

À défaut de règlement amiable, toute contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention sera portée devant la juridiction compétente.

La présente Convention comporte les annexes suivantes ayant valeur contractuelle :

- Annexe 1 : Convention particulière option A
- Annexe 2 : Convention particulière option B
- Annexe 3 : Bordereau de prix
- Annexe 4 : Demande de pré études à Orange
- Annexe 5 : Guide pratique travaux
- Annexe 6 : Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE)
- Annexe 7 : Certificat de Conformité génie civil

- Annexe 8 : Certificat de Conformité câblage
- Annexe 9 : Procédure de gestion des déchets en Ile-de-France
- Annexe 10 : Données à caractère personnel et sécurité

Fait en deux (2) exemplaires originaux à Paris,

le

Pour le SMOYS
Le Président,

M. Brahim OUAREM

Pour Orange
Le Directeur de l'Unité Pilotage Réseau IdF

M. Philippe LAPLANE



**CONVENTION PARTICULIERE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES
RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES D'ORANGE
ETABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS SOUS DELEGATION DE MAITRISE
D'OUVRAGE – Option A
«Rue xxxxx, Commune, Code postal»
N° CONVENTION : XXXXXX**

Entre :

Syndicat Mixte d'énergie Orge- Yvette- Seine en Ile-de-France (SMOYS), syndicat mixte fermé identifié au SIREN sous le numéro 259 102 457, exerçant, au sens du IV de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'autorité concédante organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes membres au titre de cette compétence transférée, représenté par Monsieur Brahim OUAREM, Président du SMOYS, domicilié pour les présentes en son siège à Place Roger Perriaud, 91700 Sainte-Geneviève- des- Bois,

Ci-après dénommé « **Smoys** »

d'une part,

Et

Orange, société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par Monsieur Philippe LAPLANE, Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ile-de-France (UPR IDF), domiciliée pour les présentes en son Unité 110 rue Édouard Vaillant 94800 Villejuif, et/ou son représentant dûment mandaté,

Ci-après dénommé « **Orange** »

En application de la convention cadre pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité sous délégation de maîtrise d'ouvrage signée le **[date de signature]** entre le Smoys (Siret n° 25910245700027) et Orange, la présente convention particulière s'applique exclusivement sur le chantier visé en en-tête.

1. Nature des prestations :

- Linéaire des réseaux de communications électroniques sous domaine public : «...» ml
- Nombre de raccordements clients FTTH : « ... »
- Nombre de raccordements clients cuivre : « ... »
- Nombre d'appuis Orange : « ... »

La Collectivité prend à sa charge les dépenses comprenant notamment :

- les frais de réalisation des infrastructures communes de génie civil, hors quote-part des coûts de terrassement mis à la charge d'Orange ;



- les frais d'étude et de réalisation des installations de communications électroniques, y compris les coûts d'approvisionnement en matériel et les frais de validation et de réception desdites Installations.

Orange prend à sa charge :

- les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des Equipements de communications électroniques incluant en particulier les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondants.
- 20% des coûts de terrassement de la tranchée commune (ils comprennent le coût de l'ouverture de la tranchée, la démolition des revêtements, le terrassement et le déblayage, l'étaiyage éventuel, l'aménagement du fond de fouille, et le coût de fermeture de la tranchée, le remblayage, les dispositifs avertisseurs, le compactage ; ils ne comprennent pas le coût de réfection des revêtements de surface) ;
- les prestations dues à la délégation de maîtrise d'ouvrage

ORANGE s'acquitte envers la Collectivité du prix de location des Installations de communications électroniques mises à sa disposition.

2. Régime de propriété des ouvrages :

Conformément à l'accord national FNCCR, AMF et Orange du 30 janvier 2012 :

- les Infrastructures communes de génie civil et les Installations de communications électroniques sont la propriété de la Collectivité. Elle en assure l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.
- les Installations de communications électroniques mises à la disposition d'Orange sont établies en remplacement des réseaux aériens déposés. Orange s'acquitte envers la collectivité du prix de location des Installations de communications électroniques mises à sa disposition.
- Les Equipements de communications électroniques établis en remplacement des réseaux aériens déposés sont la propriété d'Orange. Elle en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

3. Participation financière :

◇ Montant dû par Orange

Montant dû au titre de la quote-part de 20% des travaux de terrassement (A)	xxx € HT
Montant dû au titre des travaux de câblage FTTH (B)	xxx € HT
Montant dû au titre des travaux de câblage cuivre (C)	xxx € HT
Montant dû au titre de la dépose des poteaux (D)	xxx € HT
Montant dû au titre de la maîtrise d'ouvrage (3% de B+C+D)	xxx € HT
Montant total HT	xxx €
TVA (20%)	xxx €
Montant Total TTC dû par Orange	XXX € TTC

Orange s'engage à verser au Smoys le montant total TTC indiqué ci-dessus. Après réception des ouvrages et des travaux de câblage par Orange, un compte-rendu du mandat, faisant état du montant hors taxe et la TVA afférente à ces travaux acquittés, sera adressé par le Smoys à Orange qui procèdera à son règlement dans les



orange™

délais et selon les modalités prévues dans la convention-cadre. Ce compte-rendu devra être accompagné de toutes les factures émises par les prestataires de travaux.

La présente Convention Particulière est établie en deux (2) exemplaires originaux.

Fait à, le

Pour Orange

Pour le Smoys

orange™

**CONVENTION PARTICULIERE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES
RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES D'ORANGE
ETABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS SOUS DELEGATION DE MAITRISE
D'OUVRAGE – Option B
«Rue xxxxx, Commune, Code postal»
N° CONVENTION : XXXXXX**

Entre :

Syndicat Mixte d'énergie Orge- Yvette- Seine en Ile-de-France (SMOYS), syndicat mixte fermé identifié au SIREN sous le numéro 259 102 457, exerçant, au sens du IV de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'autorité concédante organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes membres au titre de cette compétence transférée, représenté par Monsieur Brahim OUAREM, Président du SMOYS, domicilié pour les présentes en son siège à Place Roger Perriaud, 91700 Sainte-Geneviève- des- Bois,

Ci après dénommé « Smoys », par ailleurs signataire d'une convention de maitrise d'ouvrage temporaire avec la Collectivité

d'une part,

Et

Orange, société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par Monsieur Philippe LAPLANE Directeur de l'Unité de Pilotage Réseau Ile-de-France (UPR IDF), domiciliée pour les présentes en son Unité au 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif ,et/ou son représentant dûment mandaté,

Ci-après dénommé « Orange »

En application de la convention cadre locale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques établis sur supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité sous délégation de maitrise d'ouvrage signée le [date de signature] entre le Smoys (Siret n° 25910245700027) et Orange, la présente convention particulière s'applique exclusivement sur le chantier visé en en-tête.

1. Nature des prestations :

- Linéaire des réseaux de communications électroniques sous domaine public :«...» ml
- Nombre de raccordements clients FTTH : « ... »
- Nombre de raccordements clients cuivre : « ... »
- Nombre d'appuis Orange : « ... »

La Collectivité prend à sa charge :

- les frais de réalisation des infrastructures communes de génie civil (soit la tranchée commune ainsi que les ouvrages communs (égouts, galeries, réservations, fonçage...) substitués par endroits à la tranchée commune), hors quote-part des coûts de terrassement mis à la charge d'Orange ;
- les frais de pose des installations de communications électroniques fournies par Orange.



Orange prend à sa charge :

- les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des Equipements de communications électroniques incluant en particulier les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondants ;
- les frais d'étude et de fourniture des installations de communications électroniques, y compris les coûts d'approvisionnement en matériel et les frais de validation et de réception de ces installations ;
- 20% des coûts de terrassement de la tranchée commune, le coût de l'ouverture de la tranchée, la démolition des revêtements, le terrassement et le déblayage, l'éclayage éventuel, l'aménagement du fond de fouille, et le coût de fermeture de la tranchée, le remblayage, les dispositifs avertisseurs, le compactage ; ils ne comprennent pas le coût de réfection des revêtements de surface) ;
- les prestations dues à la délégation de maîtrise d'ouvrage.

2. Régime de propriété des ouvrages :

Conformément à l'accord national FNCCR, AMF et Orange du 30 janvier 2012 :

- la tranchée aménagée et les Infrastructures communes de génie civil sont la propriété de la Personne publique ;
- les Installations et Equipements de communications électroniques sont la propriété de ORANGE. Elle en assure l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement ;
- la Collectivité dispose d'un fourreau dédié fourni par ORANGE. L'utilisation de ce fourreau de 45 mm est dédiée à l'implantation d'un câble cuivre ou d'une fibre optique pour le déploiement d'un réseau de communications électroniques. Cette utilisation est accordée à l'opérateur bénéficiaire d'une délégation de service public par la Personne publique, pour ses besoins propres. L'utilisation de ce fourreau relève alors de son usage exclusif dans le respect des règles de la concurrence mentionnées à l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales et en conformité avec la réglementation en cours. La Collectivité s'acquitte envers Orange du prix de location (0,15 € le m/l par an) des Installations de communications électroniques qui lui sont dédiées.

3. Participation financière :

◇ Montant dû par Orange

Montant dû au titre de la quote-part de 20% des travaux de terrassement (A)	xxx € HT
Montant dû au titre des travaux de câblage FTTH (B)	xxx € HT
Montant dû au titre des travaux de câblage cuivre (C)	xxx € HT
Montant dû au titre de la dépose des poteaux (D)	xxx € HT
Montant dû au titre de la fourniture des installations de communications électroniques (E)	xxx € HT
Montant dû au titre de la maîtrise d'ouvrage (3% de B+C+D)	xxx € HT
Montant total HT	xxx €
TVA (20%)	xxx €
Montant Total TTC dû par Orange	XXX € TTC



orange™

Orange s'engage à verser au Smoys le montant total TTC indiqué ci-dessus. Après réception des ouvrages et des travaux de câblage par Orange, un compte rendu du mandat, faisant état du montant hors taxe et la TVA afférente à ces travaux acquittés, sera adressé par le Smoys à Orange qui procédera à son règlement dans les délais et selon les modalités réglementaires en vigueur. Ce compte rendu devra être accompagné de toutes les factures émises pour le compte d'Orange et établis par les différents prestataires travaux.

La présente Convention Particulière est établie en deux (2) exemplaires originaux.

Fait à, le

Pour Orange

Pour le Smoys

ANNEXE 3**Bordereau de prix**

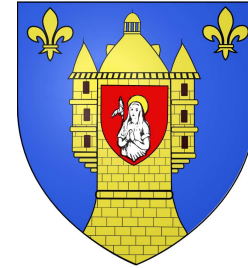
Désignation	Type de coût	Prix unitaire
Participation au 20% de la tranchée	ml	11 € HT
Raccordement Client FTTH (Main d'œuvre et Matériel)	Forfait par raccordement client	300 € HT
Raccordement Client Cuivre (Main d'œuvre et Matériel)	Forfait par raccordement client	250 € HT
Dépose d'appuis Orange	Forfait par appui	150 € HT
Matériel GC	Sans objet	Coût Orange
Rémunération pour la délégation de MOA	Forfait (% des coûts de raccordement client et de dépose des appuis Orange)	3 %

Extrait du bordereau des prix Orange pour le matériel GC fourni à titre indicatif.

A noter : ces prix sont renégociés semestriellement.

TUYAU PVC 56 x 60	1,45 €
COUDE PVC 60 / 2	4,79 €
TUYAU PVC 42x45 / 1,8	0,79 €
COUDE PVC 45 / 1,8	1,91 €
TUYAU PVC 25 x 28 / 1,5	0,63 €
COUDE PVC 28 / 1,5	1,66 €
L0T sans fond + cadre et dalles	97,46 €
L0T avec fond + cadre et dalles	101,21 €
L1T sans fond + cadre et dalles	202,69 €
L1T avec fond + cadre et dalles	209,82 €
L2T sans fond + cadre et dalles	336,09 €
L2T avec fond + cadre et dalles	343,07 €
L3T sans fond + cadre et dalles	454,36 €
L3T avec fond + cadre et dalles	463,80 €
L1C sans fond + cadre et dalles	323,43 €
L1C avec fond + cadre et dalles	307,63 €
L2C sans fond + cadre et dalles	535,40 €
L2C avec fond + cadre et dalles	509,93 €
L3C sans fond + cadre et dalles	790,02 €
L3C avec fond + cadre et dalles	753,40 €
K1C sans fond + cadre et dalles	593,55 €
K1C avec fond + cadre et dalles	554,08 €
K2C sans fond + cadre et dalles	997,21 €
K2C avec fond + cadre et dalles	935,35 €

Annexe 4 : Demande de pré-étude à Orange



**ENFOUISSEMENT DES RESEAUX
ELECTRIQUES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE,
DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
ET D'ECLAIRAGE PUBLIC.**

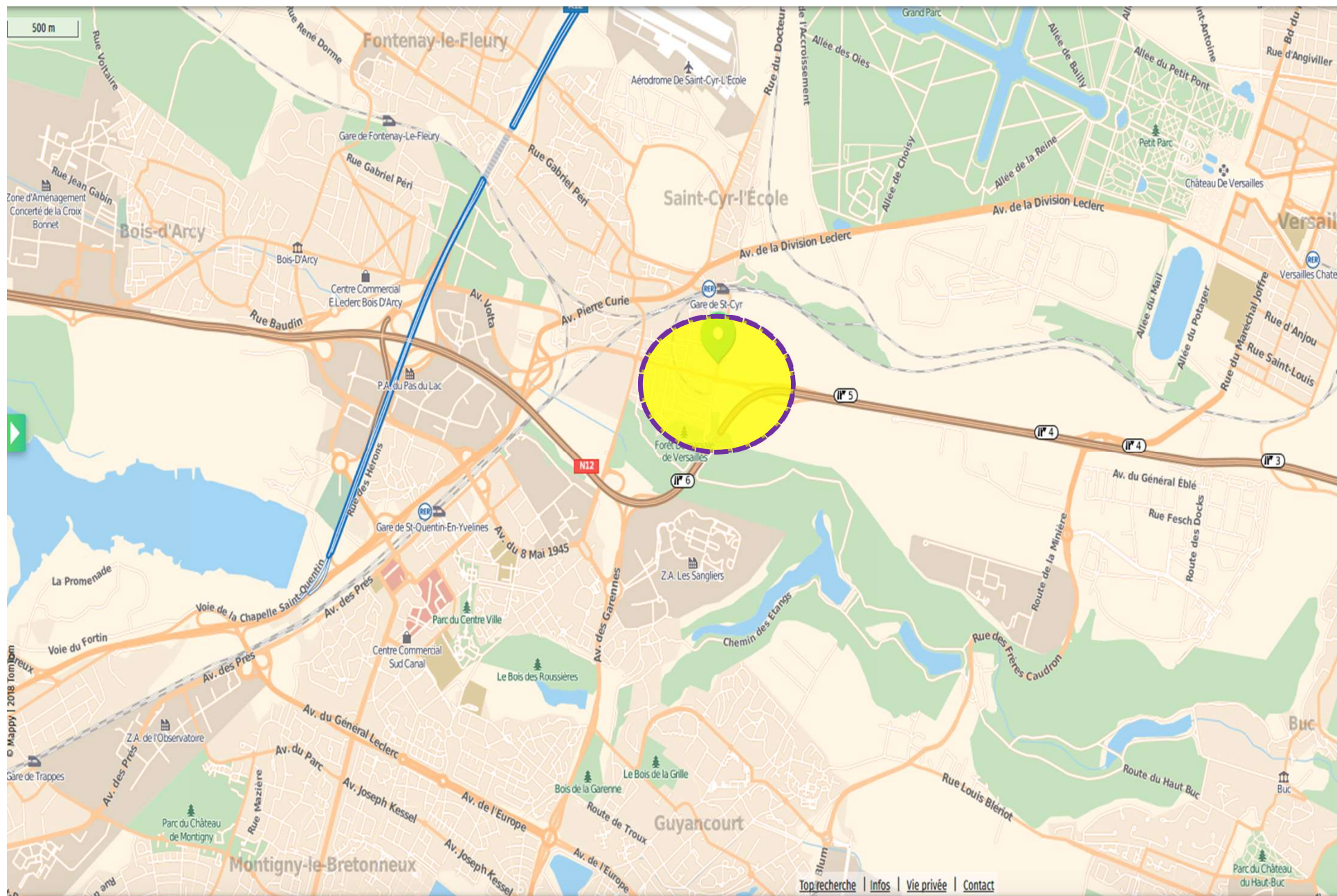
Rue

TRANCHE (ENTRE RUE... ET RUE...) S'IL Y A

A COMMUNE

Commune de : **Sainte- Geneviève- Des- Bois**

Plan de situation au 1/500ème

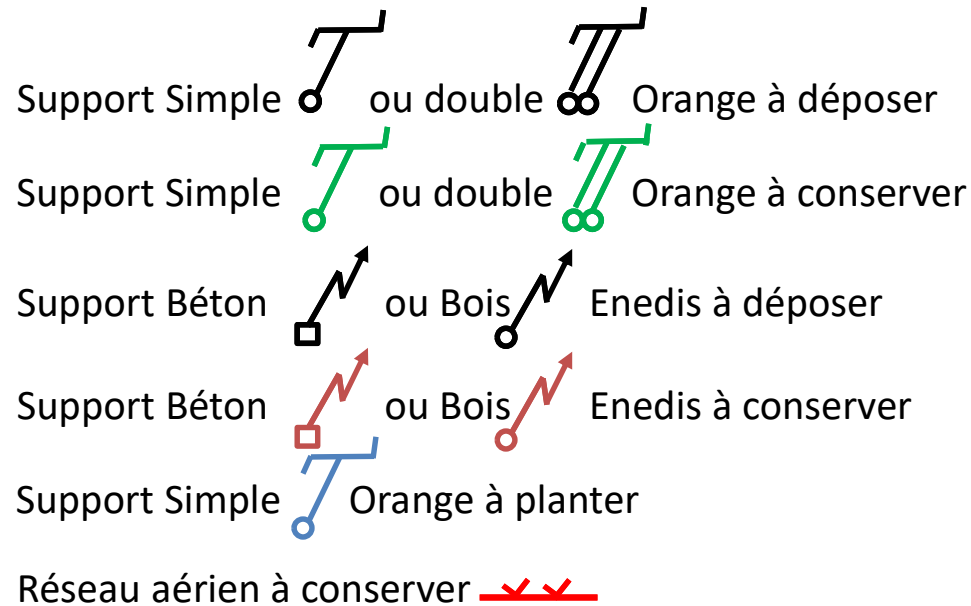


Plan de situation au 1/50ème



Orange Restricted

Légende



Contact

- ✓ Chargé d'Affaires Smoys : Nom Prénom
Téléphone :
Mail :
- ✓ Numéro d'affaire Smoys : XXXX
- ✓ Date prévisionnelle pour signature convention : le/...../.....
- ✓ Date prévisionnelle pour démarrage travaux : le/...../.....

Planche 1/3



Vers Planche 2/3

Planche 2/3

Vers Planche 1/3



Vers Planche 3/3

Planche 3/3

Vers Planche 2/3



Guide pratique des travaux de génie civil et de câblage

Document de références Orange : CCTP 1592, CCTP 1593, CCTP 1596

1) Travaux de génie civil

Liste des documents à retourner avec la demande de Vérification Technique GC :

- Le plan de récolement au format DWG Géoréférencé (Coordonnées LAMBERT 2 étendu ou RGF93 CC49), précisant les longueurs et le \varnothing des fourreaux ainsi que le type des chambres.
- Les fiches enquêtes riverains
- Le bon de livraison du matériel

Rappel sur les points bloquants entraînant le refus de la Vérification Technique GC :

- Adduction ou fourreau manquant.
- Aiguillage non fait ou non terminé (jusqu'aux regards 30x30).
- Masques non fait.
- Fourreaux non peignés en entrée de chambre.
- Lors de création de chambre sur fourreaux existants, ces derniers doivent être mis en type C et coupés à l'intérieur de la chambre.
- Le radier des chambres, sur fourreaux existants, doit être à 15 cm au-dessous de la nappe inférieure des fourreaux.
- Les fourreaux des adductions sur façade / poteau doivent être accolés aux murs ou aux poteaux.
- Les fourreaux des adductions sur support de ligne de distribution électrique doivent être accolés et sur une autre face que celle occupée par le câble électrique.
- Dalles sans logo Orange, ou France Telecom, pour option B
- Plan de récolement non conforme au terrain
- Rayon de courbure
 - diamètre 25/28 \rightarrow 2,5 m
 - diamètre 42/45 \rightarrow 4 m
 - tuyau coudé à 90° à utiliser seulement en adduction façade ou poteau
- Coupe type en entrée de chambre



Toutes les informations ci-dessus doivent figurer impérativement sur le plan à transmettre pour validation.

2) Travaux de câblage

Liste des documents à retourner avec la demande de Vérification Technique câble :

- Cartouche et plan projet câblage modifiés ou annotés « conforme au projet »
- Fiche de mutation mise à jour si modification par rapport au prévu ou annoté « conforme au projet »
- Diagramme ou Fiche d'Information Réseau mis à jour
- Fiche GESPOt mise à jour
- Feuille d'essais attestant la bonne réalisation des essais
- Fiche de suivi des appuis déposés mise à jour
- Bon de restitution des poteaux et des câbles

Sur chaque document doit figurer le tampon de l'entreprise réalisatrice, daté et signé suivi de la mention "conforme au projet" ou modifié si nécessaire.

Rappel sur les points bloquants entraînant le refus de la Vérification Technique:

- Poteau ou câble non déposé
- Trou non rebouché ou réfection non réalisée suite à la dépose d'appui
- Poteau non planté à profondeur réglementaire
- Câble aérien non ou mal fixé sur poteau
- Câble non ou mal fixé sur façade
- Gaine manquante à la transition aéro- souterraine ou incorrectement fixée
- Manchon mal fermé
- Manchon non accroché sur les supports
- Client muté en provisoire
- Etiquette manquante sur les câbles (sur tous les joints et dans toutes les chambres de passage)
- PC non sécurisé posé sur poteau à hauteur d'homme
- Documents minutes non conforme au terrain
- Câbles non estampillés Orange

Dossiers d'ouvrages exécutés (DOE)

Documents de référence Orange : CCTP 1592, CCTP 1593, CCTP 1596

A la fin des travaux de Génie Civil, le syndicat fait une demande écrite de réception des ouvrages au correspondant Orange accompagnée des documents suivants :

- Le plan de récolement au format DWG Géoréférencé (Coordonnées LAMBERT 2 étendu ou RGF93 CC49), précisant les longueurs et le Ø des fourreaux ainsi que le type des chambres.
- Les fiches enquêtes riverains
- Le bon de livraison du matériel (si nécessaire)

A la fin des travaux de câblage, le syndicat fait une demande écrite de réception accompagnée des documents suivants sur lesquels doivent être apposés le tampon de l'entreprise réalisatrice, datés et signés suivis de la mentions « Conforme au projet » ou modifiés si nécessaire :

- Le plan projet modifié ou annoté « conforme au projet ».
- Les fiches de mutation mise à jour si modification par rapport au prévu ou annoté « conforme au projet ».
- Le diagramme ou Fiche d'Information Réseau mis à jour.
- Les fiches GESPO.
- Les feuilles d'essais attestant la bonne réalisation des essais.
- Bons de restitution des poteaux et des câbles.

L'ensemble des documents sont à retourner avec les plans à chaque nouvelle opération au correspondant Orange sous un délai maximum de 3 semaines.


CERTIFICAT de CONFORMITE TECHNIQUE
TRAVAUX de GENIE CIVIL
Objet de l'opération aménagement esthétique du réseau de télécommunications

Commune
lieu des travaux
n° oeie
Orange, SA au capital de 10 595 541 532 euros, 78 rue Olivier de Serres - 75505 Paris - 380 129 866 RCS Paris, représentée par :

Unité d'intervention
L'Entreprise réalisant les travaux ou le représentant de la Personne publique, représentée par :

déclarent avoir procédé au contrôle des installations de communications électroniques de l'opération citée en objet

Le contrôle porte sur les domaines suivants:

installations	constats	remarques éventuelles (*) cocher les cases concernées
respect du projet approuvé par Orange	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
finition des masques en type C pénétration dans les chambres réalisées selon CCTP	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
pose de bouchons sur tous les tuyaux (y compris chez les particuliers) et réducteurs sur sorties façades et appuis	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
si Orange est propriétaire du génie-civil : trappes conformes à la spécification d'Orange et comportant le logo type d'Orange ou de France Télécom (clause majeure)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
scelllements des cadres	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
mandrinage, calibrage et aiguillage des PVC posés dans leur totalité en domaine public et domaine privé	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
coudes PVC correctement posés sur les façades et appuis	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
remise en l'état terrain et lieux du chantier	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
chambres nettoyées	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
conformité des adductions en domaine privé	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
plans de récolement des installations génie-civil fournis avec le présent document (clause majeure)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

constat avec réserves
☐ (*) Les points non réalisés ou faisant l'objet de remarques devront être repris.
 Orange procédera à la réalisation des travaux de câblage qu'après rectification des points de réserve relevés.

constat sans réserve
☐ (*) après remise des plans de récolement au vu du contrôle effectué, les installations de communications électroniques sont considérées conformes au Cahier de Charges d'Orange.

☐ (*) après remise des plans de récolement en l'absence de contrôle effectué par Orange, les installations de communications électroniques sont considérées conformes au Cahier de Charges d'Orange.

L'entreprise exécutrice s'engage formellement par ce document sur la qualité des prestations exécutées.

 Fait à _____
 le ____/____/20____

avec réserves
 Fait à _____
 le ____/____/20____

sans réserve ou avec levée des réserves
 Fait à _____
 le ____/____/20____

le représentant de l'Entreprise

Le représentant d'Orange

Le représentant d'Orange



CERTIFICAT de CONFORMITE TECHNIQUE TRAVAUX de CABLAGE

Objet de l'opération aménagement esthétique du réseau de télécommunications

Commune _____

lieu des travaux _____

le plan de travaux n° _____

n° oeie _____

Orange, SA au capital de 10 595 541 532 euros, 78 rue Olivier de Serres - 75505 Paris - 380 129 866 RCS Paris, représentée par :

Unité d'intervention

L'Entreprise réalisant les travaux ou le représentant de la Personne publique, représentée par :

déclarent avoir procédé au contrôle du câblage de communications électroniques de l'opération citée en objet

Le contrôle porte sur les domaines suivants:

prestations câblage **constats** **remarques éventuelles (*)** cocher les cases concernées

respect du projet approuvé par Orange	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
respect de la procédure de recyclage des appuis et câbles déposés	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
La totalité des appuis Orange concernés ont été déposés et des appuis ERDF concernés ont été libérés de tout réseau appartenant à Orange (avec photos jointes)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
traitements définitifs de toutes les mutations clients	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
remise en l'état terrain et nettoyage des lieux du chantier	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
remise documentation clients (42C)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
plans de récolement câblage fournis avec le présent document (clause majeure)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

constat avec réserves

- ☐ (*) Les points non réalisés ou faisant l'objet de remarques devront être repris.
Orange procédera à la réalisation des travaux de câblage qu'après rectification des points de réserve relevés.

constat sans réserve

- ☐ (*) après remise des plans de récolement et de la documentation clients, au vu du contrôle effectué, le câblage de communications électroniques est considéré conforme au Cahier de Charges d'Orange.
- ☐ (*) après remise des plans de récolement et de la documentation clients, en l'absence de contrôle effectué par Orange, le câblage de communications électroniques est considéré conforme au Cahier de Charges d'Orange.

L'entreprise exécutrice s'engage formellement par ce document sur la qualité des prestations exécutées.

Fait à _____
le ____/____/20____

avec réserves
Fait à _____
le ____/____/20____

sans réserve ou avec levée des réserves
Fait à _____
le ____/____/20____

Le représentant de l'Entreprise

Le représentant d'Orange

Le représentant d'Orange



PR

Procédure

UNITE D'INTERVENTION ILE-DE-FRANCE CENTRE

DOIDF

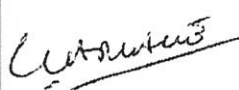
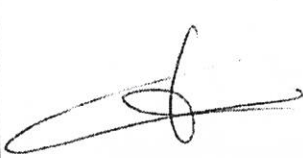
Procédure de gestion des <u>déchets</u> poteaux et câbles		référence : OF- UI IDF Centre _SME_ PR/11/V01 date d'application : 01/04/2019	
synthèse Cette procédure décrit les modalités de stockage, d'enlèvement des déchets poteaux bois ou métal et des déchets câbles dans le cadre des enfouissements de réseaux télécom. mots clés poteaux, ICPE 2718, BSD		rédacteur Christophe GOLFIER Responsable Opérationnel Environnement valideurs Marie-France GATTO Nathalie CASTELS Responsable Système de Management Environnemental Sandrine BALOUS Responsable Groupe Approvisionnement	
destinataires pour action Directeur du Département Négociations et Affaires réseau UPR IdF Directeur du Département Gestion d'Affaires UI Ile-de-France Centre Directeur du Département Gestion d'Affaires UI Porte de Paris			
UPR IdF Philippe LAPLANE Directeur	UI IdFC Patrice COINTE Directeur	UI PP Philippe PAGNIEZ Directeur	

orange™

PR

Procédure

UNITE D'INTERVENTION ILE-DE-FRANCE CENTRE
DOIDF

Procédure de gestion des <u>déchets</u> poteaux et câbles		référence : OF- UI IDF Centre _SME_ PR/11/V01 date d'application : 01/04/2019	
synthèse Cette procédure décrit les modalités de stockage, d'enlèvement des déchets poteaux bois ou métal et des déchets câbles dans le cadre des enfouissements de réseaux télécom.		rédacteur Christophe GOLFIER Responsable Opérationnel Environnement	
mots clés poteaux, ICPE 2718, BSD		valideurs Marie-France GATTO Nathalie CASTELS Responsable Système de Management Environnemental Sandrine BALOUS Responsable Groupe Approvisionnement	
destinataires pour action Directeur du Département Négociations et Affaires réseau UPR IdF Directeur du Département Gestion d'Affaires UI Ile-de-France Centre Directeur du Département Gestion d'Affaires UI Porte de Paris			
UPR IdF  Philippe LAPLANE Directeur	UI IdFC  Patrice COINTE Directeur	UI PP Philippe PAGNIEZ Directeur	

PR*Procédure***UNITE D'INTERVENTION ILE-DE-FRANCE CENTRE**

DOIDF

nature	validité	présentation	
<input type="checkbox"/> Création	<input checked="" type="checkbox"/> Permanente	9 pages	
<input checked="" type="checkbox"/> Annule et remplace (*)	<input type="checkbox"/> Temporaire jusqu'au :		

(*) La présente procédure annule et remplace l'ensemble des procédures en date d'application du 01/01/2018 référencées ci-dessous :

- Procédure gestion des déchets poteaux bois et métal
référéncée OF- UI IDF Centre_SME_PR/06/V01
- Bordereau de dépôt déchets poteaux bois et métal
référéncée OF-UI IDF Centre_SME_AnnexeV01_PR/06/V01
- Procédure gestion de le Dépose Standard
référéncée OF-UI IDF Centre_SME_PR/07/V01
- Bordereau de dépôt câbles dépose standard
référéncée OF-UI IDF Centre_SME_AnnexeV01_PR/07V01

1- Préambule

Ce document décrit les modalités de stockage et d'enlèvement des déchets poteaux bois et métal ainsi que les modalités de la gestion des déchets câbles.

L'UI IdF Centre gère les communes des départements 75, 92 et l'UI PP gère les communes des autres départements d'Ile de France 77, 78, 91, 92, 93, 95.

2- Obligation de traçabilité

- Les déchets poteaux bois sont classés Déchets Industriels Dangereux. A ce titre la réglementation oblige à une **traçabilité** de ce déchet jusqu'à son élimination. Les poteaux bois comme les poteaux métal seront tracés via le BSD (Bordereau de Suivi de Déchets) afin de simplifier la traçabilité lors des collectes.
Une filière de récupération a été mise en place par Orange France via son prestataire SRB.
- Les déchets câbles en cuivre issus de la dépose standard seront tracés par l'émission d'un BSD, nécessaire au suivi optimal de l'activité. Le BSD sera rapproché des fiches de dépôts de câbles.
Une filière de recyclage a été mise en place par Orange via son prestataire SITA.

RECYCABLES.

Remarque : les déchets de typologie DIB (Déchets Industriels Banals), sont pris en charge par les filières déchets des SYNDICATS et stockés dans leurs propres contenants.

3- Modalités de stockage/accessibilité et manutention des poteaux

3.1 poteaux (bois et métal)

- **Stockage** : les poteaux métal et bois doivent être stockés séparément. Les poteaux bois doivent être rangés en piles triés par hauteur et maintenus hors sol. Il n'y a pas de stockage spécifique pour les poteaux métal.
- **Accessibilité** : le lieu de stockage doit être accessible aux camions « semi-remorques ». Il doit être configuré de telle manière à permettre aisément les manœuvres d'entrée, de mise à quai, de chargement et de sortie du véhicule de transport.
- **Manutention** : la manutention est réalisée via des sangles et pinces hydrauliques.

3.2 câbles cuivre

- **Stockage** : les câbles seront stockés sur le site du SYNDICAT dans un contenant de type benne.

- Accessibilité : la benne est accessible selon les heures d'ouvertures du site 9h00- 17h00, du lundi au vendredi.

4- Seuils de déclenchement des demandes d'enlèvement et délai d'intervention

4.1 poteaux (bois et métal)

Le seuil de déclenchement des demandes d'enlèvement de poteaux : 90 poteaux bois / 25 poteaux métal.

L'enlèvement des poteaux bois et métal sera fait en simultané.

Le délai contractuel d'intervention de la société SRB : 30 jours ouvrés (du lundi au vendredi).

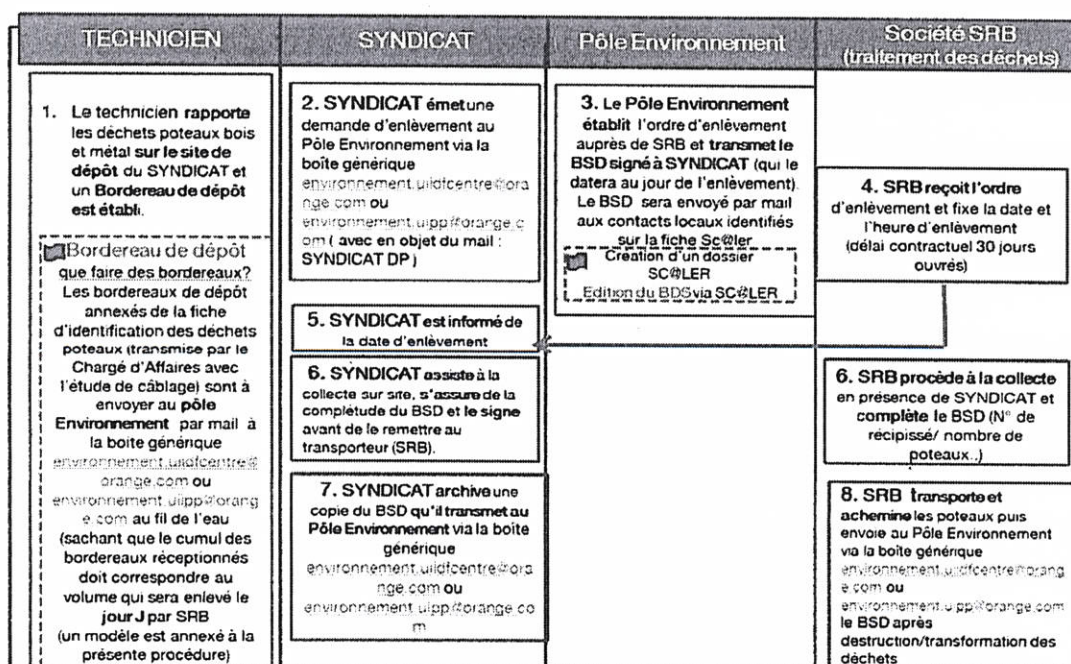
Préalablement à tout enlèvement les poteaux et morceaux déplantés doivent être démontés de tous accessoires.

4.2 câbles cuivre

Le seuil de déclenchement d'une demande d'enlèvement de câbles en cuivre : à partir de 2 tonnes

5- Synoptique du processus

5.1 Processus d'enlèvement des déchets poteaux (bois et métal)



LEGENDE:

BSD: Bordereau de Suivi des déchets

!! IMPORTANT !!

L'envoi des Bordereaux de dépôts **au fil de l'eau** par SYNDICAT est une condition nécessaire et indispensable à toute demande d'enlèvement par la société SRB

Les tâches de 1 à 8 s'enchaînent de façon chronologique.

5.2 Processus d'enlèvement des déchets câbles

TECHNICIEN	SYNDICAT	Pôle Environnement	SITA RECYCABLES (traitement des déchets)
1. Le technicien rapporte les déchets câbles cuivre issus de la dépose standard sur le site du SYNDICAT.	2. SYNDICAT émet une demande d'enlèvement au Pôle Environnement via la boîte générique environnement.uidfcentre@orange.com ou environnement.uipp@orange.com (avec en objet du mail : SYNDICAT DS)	3. Le Pôle Environnement établit l'ordre d'enlèvement auprès de SITA RECYCABLES et transmet le BSD signé au SYNDICAT (qui le datera au jour de l'enlèvement). Le BSD sera envoyé par mail aux contacts locaux identifiés sur la fiche Sc@ler Création d'un dossier SC@LER Edition du BSD via SC@LER	4. SITA Recyclables reçoit l'ordre d'enlèvement et fixe la date et l'heure d'enlèvement
	5. SYNDICAT est informé de la date d'enlèvement		
	6. SYNDICAT assiste à la collecte sur site, s'assure de la complétude du BSD et avant de le remettre au transporteur.		6. SITA Recyclables procède à la collecte en présence de SIPPEREC et complète le BSD
	7. SYNDICAT archive une copie du BSD (préciser DS en objet) qu'il transmet au Pôle Environnement via la boîte générique environnement.uidfcentre@orange.com ou environnement.uipp@orange.com		8. SITA Recyclables transporte et achemine les câbles puis envoie au Pôle Environnement via la boîte générique environnement.uidfcentre@orange.com ou environnement.uipp@orange.com le BSD après destruction/transformation des déchets

LEGENDE:

BSD : Bordereau de Suivi des déchets

Les tâches de 1 à 8 s'enchaînent de façon chronologique.

6- Documents clés

6.1 Documents clés pour l'enlèvement des poteaux

- ✚ Bordereau de dépôt : atteste de la réalisation d'un chantier de dépose de poteaux et permet de justifier de la demande d'enlèvement.
- ✚ Fiche d'identification des poteaux : transmise par le CAFF avec l'étude GC.
- ✚ Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) :
 - généré automatiquement lors de la création du dossier Sc@ler et transmis à la société SRB
 - sert de document de suivi durant tout le processus.

6.2 Documents clés pour la gestion des câbles cuivre

- ✚ Fiche d'identification des déchets câbles : transmise par le CAFF avec l'étude de câblage
- ✚ Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) :
 - généré automatiquement lors de la création du dossier Sc@Ler et transmis à SITA RECYCABLES
 - sert de document de suivi durant tout le processus (ce BSD n'est pas réalisé au titre d'une obligation réglementaire)

7- Parties prenantes

7.1 Orange UI IDF Centre

Christophe GOLFIER

Responsable Opérationnel Environnement

Fixe : +33 1 55 45 28 31

Mobile : +33 6 37 47 62 42

environnement.uiidfcentre@orange.com

christophe.golfier@orange.com

7.2 Orange UI PP

Philippe OUAZAN

Adjoint RSME UIPP et Responsable Opérationnel Environnement

Fixe : +33 1 49 31 67 37

Mobile : +33 6 80 17 65 87

environnement.uipp@orange.com

philippe.ouazan@orange.com

7.3 Syndicat

Prénom NOM :

Responsable Service :

Fixe : +33 1

Mobile : +33 7

@ mail :

8-Escalade

SRB ou SITA Recyclâbles n'ont pas réalisé l'enlèvement dans les délais convenus. Dans ce cas une escalade sera adressée à environnement.uiidfcentre@orange.com avec en copie christophe.golfier@orange.com ou à environnement.uipp@orange.com avec en copie philippe.ouazan@orange.com

SYNDICAT veillera à indiquer dans l'objet du mail le **seul** terme ESCALADE afin d'en faciliter l'identification. De la même façon qu'une demande ordinaire, un accusé de réception sera adressé à SYNDICAT afin de confirmer la prise en compte de la demande d'escalade.

Bordereau de dépôt

déchets poteaux bois et métal

Adresse de dépôt SYNDICAT : 		
	A compléter par le TECHNICIEN lors du dépôt de poteaux et à remettre à SYNDICAT	
	Adresse de l'intervention :	
	Numéro de Projet (NTR ou AS ou autre) :	
	Nom du technicien :	
	Entreprise :	
	Date de dépôt des poteaux :	
	Signature (1) : Signature (2) : (1) Entreprise qui dépose (2) SYNDICAT	

TYPE de POTEAUX (cocher la case correspondante)	Nombre de POTEAUX ENTIERS (en chiffre)	Longueur des poteaux entiers (en mètres)	Nombre de MORCEAUX (en chiffre)	Estimation des longueurs (en mètre)
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				
Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/>				

ANNEXE 10

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET SECURITE

1. Protection des données personnelles

Dans le cadre de la présente Convention, pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données Personnelles », « Responsable de Traitement », « Sous-Traitant », « Personne Concernée », « Destinataire », « Violation de Données personnelles » et « Traitement » auront le sens défini dans les « Lois applicables en matière de protection des données ».

L'expression « Lois applicables en matière de protection des données » désigne :

- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- le cas échéant, les textes adoptés par l'Union Européenne et les lois locales pouvant s'appliquer aux Données Personnelles traitées dans le cadre de la Convention et au Règlement vie privée et communications électroniques (ou « Règlement ePrivacy »).

Dans le cadre du Traitement mis en œuvre lors de l'exécution du Contrat, les Parties reconnaissent que :

- ORANGE est **Responsable de Traitement** ; et que
- le **SIGEIF-SMOYS** agit en tant que **Sous-Traitant** des Données Personnelles.

X.1 Rôle et obligations du **SIGEIF-SMOYS en tant que Sous-Traitant**

- (i) Le Sous-Traitant s'engage à respecter les Lois applicables en matière de protection des données dans le cadre du Traitement de manière à ne pas exposer le Responsable du Traitement à une violation des Lois applicables en matière de protection des données.
- (ii) Le Sous-Traitant s'engage à traiter les Données personnelles pour les seules finalités définies dans la **Fiche Description des Traitements de Données Personnelles** et dans les conditions définies par la présente annexe. La nature et la portée du Traitement, des Données Personnelles traitées, des catégories de Données Personnelles et de la durée du Traitement réalisé par le Sous-Traitant sont définies dans la **Fiche Description des Traitements de Données Personnelles**. Il est entendu que le Responsable du Traitement peut à tout moment modifier ses instructions quant à leur nature, portée et méthodes de traitement. La **Fiche Description des Traitements de Données Personnelles** sera alors modifiée par échange de courriers électroniques entre le Sous-Traitant et le Responsable de Traitement.
- (iii) Le Sous-Traitant s'engage à ne pas procéder à des opérations de Traitement autres que celles définies dans la **Fiche Description des Traitements de Données** confiées ou produites dans le cadre de la Convention.
- (iv) Le Sous-Traitant s'engage à informer le Responsable de Traitement de toute évolution des conditions de son activité ou de celles de ses Sous-Traitants ultérieurs ou partenaires qui modifierait ou affecterait d'une quelconque manière les modalités du Traitement confié telles que décrites dans la **Fiche Description des Traitements de Données**

Personnelles à informer préalablement pour cette évolution dans les conditions du (ii) par échange de mails, en toute hypothèse avant la mise en œuvre de cette évolution.

- (v) Le Sous-Traitant s'engage à ne pas divulguer, transférer, louer, céder ou exploiter les Données Personnelles sans l'accord préalable et écrit du Responsable de Traitement.
- (vi) Le Sous-Traitant s'engage à mettre en place et maintenir pendant toute la durée du Contrat toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et tel que précisé à l'article Sécurité, Violation de Données Personnelles, Notification.
- (vii) Le Sous-Traitant s'engage à agir uniquement sur les instructions documentées et/ou dans le cadre des autorisations écrites qu'il aura reçues du Responsable de Traitement, à moins qu'il ne soit tenu de respecter une obligation légale résultant de la législation européenne ou de la loi nationale applicable aux opérations de Traitement réalisées. Dans ce cas, le Sous-Traitant informera le Responsable de Traitement de cette obligation légale avant de traiter les Données Personnelles, à moins que ledit droit national n'interdise de révéler ces informations pour des raisons d'intérêt public ou de sécurité nationale.

Cette information devra s'effectuer par mail auprès de group-dpo.donnees-personnelles@orange.com (« le Contact DPO Orange » dans le présent Article).

Le Sous-Traitant devra aussi notifier immédiatement le Contact DPO Orange si, à son avis, une instruction constitue une violation des Lois applicables en matière de protection des données.

(viii) Sous-Traitants ultérieurs

- (ix) Dans le cadre de l'exécution de la Convention, le Sous-Traitant peut sous-traiter tout ou partie du Traitement à des Sous-Traitants ultérieurs. La liste des Sous-Traitants ultérieurs autorisés est en Annexe «Liste des sous-traitants ultérieurs au sens de la RGPD » . Toute modification fera l'objet d'un échange de courriers électroniques entre le Sous-Traitant et le Responsable de Traitement.

Le Sous-Traitant s'engage à notifier au Responsable de Traitement toute modification concernant l'ajout ou le remplacement de Sous-Traitants ultérieurs et à fournir au Responsable de Traitement toutes les informations utiles sur les Sous-Traitant ultérieurs devant avoir accès aux Données Personnelles (nom, description des travaux qui lui sont sous-traités, pays d'établissement et de réalisation de ces derniers et, en particulier, les lieux de traitement des Données Personnelles, etc.) afin de permettre au Responsable de Traitement d'être informé en temps utile de cette évolution ds Sous-traitants ultérieurs par échange de courriers électroniques.

Le Sous-Traitant ne doit faire appel qu'à des Sous-Traitants ultérieurs fournissant des garanties suffisantes quant à la mise en place des mesures de sécurité, techniques et organisationnelles appropriées pour assurer sa conformité aux Lois applicables en matière de protection des données et s'engage à signer avec son Sous-Traitant ultérieur un contrat écrit lui imposant les mêmes obligations de protection des Données personnelles que celles prévues dans la Convention.

Le Sous-Traitant fournit au Responsable de Traitement sur demande, a) une attestation désignée « Evaluation Sécurité Orange CyberDéfense » garantissant la mise en œuvre des obligations relatives à la protection des Données personnelles par son Sous-Traitant ultérieur ainsi qu'une description du Traitement effectué par le Sous-Traitant ultérieur indiquant notamment les finalités du Traitement, les catégories de Données Personnelles traitées, les catégories de personnes ayant accès aux Données Personnelles et les lieux de stockage desdites Données ou b) une copie du contrat le liant au Sous-Traitant ultérieur.

Tout Sous-Traitant ultérieur autorisé s'engage à exécuter les Prestations sous la responsabilité et le contrôle du Sous-Traitant. Cette obligation s'applique également pour tout membre du groupe du Sous-Traitant qui aurait accès aux Données Personnelles.

Si le Sous-Traitant ultérieur ne respecte pas les obligations en matière de protection des Données Personnelles, le Sous-Traitant, en tant que Sous-Traitant initial, reste entièrement responsable envers le Responsable de Traitement de la bonne exécution des obligations de son Sous-Traitant ultérieur.

X.2 Coopération

- (i) Le Sous-Traitant s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire au Responsable de Traitement dans la gestion de toute demande des Personnes Concernées pour l'exercice de leurs droits ou pour toute autre demande relative à la protection des Données Personnelles les concernant tels que prévus par les Lois applicables en matière de protection des données et afin de respecter les délais réglementaires de réponse aux Personnes Concernées.

Dans le cas où la Personne Concernée contacterait directement le Sous-Traitant pour exercer ses droits, le Sous-Traitant communiquera au Contact DPO Orange la demande reçue immédiatement dès sa réception. Le Sous-Traitant ne répondra pas à la demande d'une Personne Concernée sans l'accord écrit du Responsable de Traitement.

- (ii) Le Sous-Traitant s'engage à coopérer avec le Responsable de Traitement dans la réalisation d'une analyse d'impact que le Responsable de Traitement devrait mener, afin d'évaluer les risques liés au Traitement de Données Personnelles et d'identifier les mesures à prendre pour traiter ces risques et la consultation éventuelle de l'autorité de contrôle.
- (iii) En cas de contrôle ou d'enquête par une autorité de contrôle compétente, les Parties s'engagent à raisonnablement coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle exercé par l'autorité compétente concerne le Traitement effectué au nom et pour le compte du Responsable de Traitement, le Sous-Traitant s'engage à informer le Responsable de Traitement de ce contrôle immédiatement après en avoir été lui-même notifié par l'autorité de contrôle, et à ne pas s'engager pour le compte du Responsable de Traitement ou en son nom.

En cas de contrôle du Responsable de Traitement par une autorité compétente, notamment en ce qui concerne les Prestations fournies par le Sous-Traitant, celui-ci s'engage à coopérer avec le Responsable de Traitement et à lui fournir toutes documentations et informations dont il pourrait avoir besoin pour démontrer sa conformité aux Lois applicables en matière de protection des données.

X.3 Confidentialité des Données Personnelles

- (i) Le Sous-Traitant comprend et reconnaît que les Données Personnelles constituent des Informations Confidentielles et veille à ce titre que les personnes autorisées à traiter les Données Personnelles s'engagent à respecter la confidentialité. Le Sous-Traitant s'engage à ne divulguer aucune Donnée Personnelle à un Destinataire, sans l'accord préalable du Responsable de Traitement, sauf disposition contraire de la loi de l'État dans lequel le Sous-Traitant est établi et applicable au Traitement visé dans la **Fiche Description des Traitements de Données Personnelles** de la Convention. Dans ce dernier cas, le Sous-traitant fournira au Contact DPO Orange la référence de la disposition légale visée avant d'effectuer les Traitements de Données personnelles.
- (ii) Le Sous-Traitant s'engage à communiquer tout ou une partie des Données Personnelles traitées uniquement aux membres de son personnel qui interviennent dans le cadre des Prestations prévues à la Convention.
- (iii) Le Sous-Traitant s'assure que ses employés, sous-traitants et prestataires fournissant des services en vertu du Contrat ayant un lien avec le Traitement visé, ont la connaissance requise des instructions du Responsable de Traitement ; qu'ils connaissent et respectent les règles relatives à la confidentialité et à la protection des Données Personnelles ; et sont soumis à une obligation spécifique de confidentialité.
- (iv) Cette obligation de confidentialité perdura après la fin ou la résiliation de la Convention.

X.4 Sécurité, Violation de Données Personnelles, Notification

- (i) Le Sous-Traitant doit prendre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les Données personnelles contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, la modification, la divulgation ou l'accès non autorisés aux Données personnelles conformément aux Lois applicables en matière de protection des données. Les mesures de sécurité techniques et organisationnelles sont décrites à la **Fiche Description des Traitements de Données Personnelles**
- (ii) Le Sous-Traitant doit notifier au Responsable de Traitement toute Violation potentielle ou avérée de Données Personnelles immédiatement après l'avoir détectée.
La notification se fera à l'adresse suivante cert@orange.com par mail chiffré (les moyens de chiffage sont indiqués sur le site <https://www.orange.com/fr/Footer/CERT-Orange>).

La notification précisera : a) la description de la nature de la Violation des Données Personnelles, ainsi que b) les catégories et le nombre approximatif des Personnes concernées et le nombre approximatif et les catégories des Données personnelles concernées ; c) le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations complémentaires peuvent être obtenues ; d) la description des conséquences probables et constatées de la violation des Données Personnelles ; e) la nature des mesures déjà prises ou de celles proposées pour remédier à la Violation de Données Personnelles, f) les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues, les éventuelles filiales ou entités du Responsable de Traitement impactées, ainsi que les zones géographiques concernées.

Le Sous-Traitant s'engage à mettre en place avec le Responsable de Traitement, dans le cadre de la coopération entre les Parties, des points réguliers et compatibles avec l'urgence et la gravité de la situation.

- (iii) Il incombe uniquement au Responsable de Traitement, d'informer et notifier les autorités de contrôle compétentes et, le cas échéant, les Personnes concernées par la Violation de leurs Données personnelles. Le Sous-Traitant s'interdit de notifier aux autorités compétentes en lieu et place du Responsable de Traitement.

X.5 Audit

- (i) Dans la continuité du principe de coopération, le Responsable du Traitement, ou un auditeur mandaté par le Responsable du Traitement, pourra procéder un audit pour s'assurer du respect des obligations fixées par le présent Article.
Les stipulations en matière d'audit de ce paragraphe incluent également le droit de vérifier les Sous-Traitants ultérieurs ; ceci n'évite pas au Sous-Traitant de prendre toutes

les mesures en vue de vérifier que ses Sous-Traitants ultérieurs autorisés respectent les stipulations du présent Article.

- (ii) Le Sous-Traitant s'engage à coopérer, et à ce que ses Sous-Traitants ultérieurs autorisés coopèrent avec le Responsable de Traitement dans le cadre de telles opérations d'audit, notamment en fournissant toute l'information pertinente et à ne facturer aucun coût au Responsable de Traitement en raison de ces opérations. De tels audits sont destinés à vérifier la conformité et le respect des instructions données par le Responsable de Traitement au Sous-Traitant et ses Sous-Traitants ultérieurs autorisés et ce, en conformité avec les stipulations du présent Article et ses Annexes.
- Si ces audits révèlent un non-respect des garanties et engagements du Sous-Traitant et ses Sous-Traitants ultérieurs autorisés, le Sous-Traitant devra prendre des mesures immédiates pour y remédier à ses propres frais. Ces opérations d'audit et leurs résultats ne déchargent en aucune manière le Sous-Traitant de ses autres obligations contractuelles.

X.6 Transfert de Données personnelles en dehors de l'EEE

En cas de transfert de Données Personnelles vers un pays tiers, n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen (EEE) ou dans un pays dont la législation n'a pas été reconnue par la Commission européenne comme apportant un niveau de protection adéquat au sens des Lois applicables en matière de protection des données, le Sous-Traitant doit obtenir l'accord préalable et écrit du Responsable de Traitement.

Les Sous-Traitants ultérieurs en dehors de l'EEE autorisés par le Responsable de traitement sont mentionnées à l'Annexe « Liste des sous-traitants ultérieurs au sens de la RGPD ».

En cas d'accord préalable écrit spécifique du Responsable du Traitement à un tel Traitement, le Sous-Traitant s'engage :

- à coopérer avec le Responsable de Traitement, afin d'assurer la mise en œuvre de procédures adéquates pour se conformer aux Lois applicables en matière de protection des données ;
- à signer et à compléter les clauses contractuelles types encadrant les transferts des Données Personnelles entre Responsable du Traitement et Sous-Traitant telles qu'adoptées par la Commission européenne le 5 février 2010 (C (2010) 593) dont le modèle à compléter figure en annexe ou sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32010D0087&from=FR> ou dans leurs versions ultérieures adoptées par la Commission européenne (les « Clauses Contractuelles Types ») ;
- et/ou à mettre en place tout mécanisme d'encadrement de transfert reconnu par les Lois applicables en matière de protection des données (tels que les règles d'entreprise contraignantes ; les décisions d'adéquation...) sous réserve de la vérification par le

Responsable de Traitement de leur applicabilité aux Prestations et au Traitement associé.

X.7 Restitution ou Suppression des Données Personnelles

A l'expiration de la fin de l'Opération ou en cas de résiliation anticipée de la convention-cadre pour quelle que cause que ce soit, le Sous-Traitant s'engage, au choix du Responsable de Traitement à supprimer ou retourner au Responsable de Traitement tous les documents et fichiers contenant des Données personnelles après la fin du Traitement réalisé dans le cadre des opérations prévues à la Convention, sans délai indu et sans autres formalités, et à ne retenir aucune copie des Données personnelles, sauf disposition contraire de la loi de l'État dans lequel le Sous-Traitant est établi et applicable au Traitement mentionné au Contrat. Dans ce cas, le Sous-Traitant informe le Contact DPO Orange de cette obligation, en indiquant notamment la référence de la disposition légale visée.

Le Sous-Traitant fournira au Responsable de Traitement sans délai à l'issue de cette procédure, un certificat de suppression des Données Personnelles.

X.8 Résiliation

Le Responsable de Traitement pourra prononcer la résiliation immédiate et de plein droit de la Convention en cas de non-respect des dispositions du présent Article et ce, sans que cette résiliation ne donne droit à une quelconque indemnité au profit du Sous-Traitant.

X.9 Indemnisation


Le Sous-Traitant indemniser le Responsable du Traitement de toute réclamation, responsabilité, perte, coûts ou dommages-intérêts (y compris les honoraires et frais judiciaires) résultant ou liés à une violation du présent article par le Sous-Traitant.

X.10 Clause de rendez vous

En cas d'évolutions des Lois applicables en matière de protection des données impactant le Traitement opéré dans le cadre du Contrat et/ou en cas d'évolutions dudit Traitement, les Parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de l'une d'entre elles, afin de réexaminer les conditions d'exécution de la Convention et de procéder aux modifications contractuelles nécessaires.

2.Fiche Description des Traitements de Données Personnelles

Nom et finalités du Traitement réalisé :	
- raccorder les clients (clients de détail mais aussi clients Opérateurs qui utilisent le réseau d'Orange) au réseau d'Orange	
Opérations de Traitement réalisé par le Sous-Traitant :	
<ul style="list-style-type: none"> - Collecte des informations recueillies par le Sous-traitant dans le cadre de l'enquête « Riverains » - Enrichissement de ces informations pour y adjoindre les constitutions des lignes et les coordonnées téléphoniques (y compris les LR) - Transfert de ces informations enrichies au Sous-Traitant - Stockage dans le SI Sous traitant (A définir) - Extraction pour réaliser les raccordements - Mise à jour le cas échéant des informations avec les nouvelles constitutions (consécutives à des difficultés de raccordement) lors de la remise du DOE à Orange - Destruction des informations dès la recette des travaux effectuée 	
Catégories de Personnes Concernées :	
<ul style="list-style-type: none"> - Clients Orange (branche de détail) - Opérateurs (branche WholeSale) 	
Catégorie(s) de Données Personnelles traitées :	
Données d'identification (nom, prénom, adresse)	
Données de contact (mails, numéros de téléphone fixe et/ou mobile)	
Données d'interconnexion (constitution cuivre)	
Des données sensibles sont-elles traitées	
<ul style="list-style-type: none"> - La constitution cuivre est une donnée sensible (réseau stratégique-sécurité-OIV) - Liste rouge 	
Durée de conservation des Données Personnelles :	
La durée de conservation des données est subordonnée à la durée des travaux par Opération d'enfouissement (CF convention particulière de type A ou B)	
Catégories de Destinataires (du Sous-Traitant) des Données Personnelles :	
Identifier tout acteur, autre que le Responsable de Traitement et le Sous-Traitant, qui aurait accès aux Données Personnelles.	
Prestataire informatique du <u>SIGEIF-SMOYS</u> en infogérance.	
Identification des Sous-Traitant ultérieurs :	
Dénomination légale du Sous-Traitant ultérieur	Maîtres d'œuvre :
Siège social	

	<ul style="list-style-type: none"> Qualitude : 4 avenue de Verdun – 93270 Sevran BATT : 19bis, avenue du Quebec – 91140 Villebon-sur-Yvette Performance Etudes : 33, rue de la Régale - 77181 Courtry SEMAF : 23, route de Paris – 77340 Pontaul Combault Etudis : 5, rue Eugène Chevreul - ZI de la République II - 86000 Poitiers <p>Entreprises de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> BIR : 39, rue Gay Lussac – 94438 Chennevières-sur-Marne SEIP : rue des Gravières – 91160 Saulx-les-Chartreux TPSM : 70, avenue Blaise Pascal – 77554 Moissy Cramayel
Lieu du Traitement	<i>Au siège des sous-traitants ultérieurs</i>
Transfert hors EEE	<i>Non prévu</i>
Objet du Traitement effectué par le Sous-Traitant/ Sous-Traitant ultérieur	<i>Pour les maîtres d'œuvre : élaboration de l'étude de conception et suivi des travaux</i> <i>Pour les entreprises de travaux : réalisation des travaux</i>
Lien entre le Sous-Traitant principal et le Sous-Traitant ultérieur	<i>Marché public</i>
Transfert des Données Personnelles en dehors de l'EEE : <i>Les transferts vers un pays tiers non couvert par une décision d'adéquation de la Commission européenne, devra faire l'objet d'une clause contractuelle type disponible en Annexe.</i>	
Si, oui vers quel(s) pays ? : Sans objet	
Restitution ou Suppression (Option retenue par le Responsable de Traitement) :	
Suppression des données sur demande d'Orange avec PV de destruction du Syndicat (Cf document type de PV de destruction annexé au DOE)	
 PV de destruction.docx	

3. Plan d'Assurance Sécurité Allégé -PAS -



Plan d'Assurance
Sécurité -annexe 10.